M.R.O. 14—5,450—22-10-25.

MADRAS RECORD OFFICE.

Government of Madras.

Revenue **DEPARTMENT.**

G.O. No.	886	Press ~~Mis.~~
86-87 Dated	3 — 4 —	1868.

Not to be folded or roughly handled

Proceedings of the Madras Government, Revenue Department,
3rd April 1868.

No. 86. Read the following Memorial from Mr. A. MONTCLAR, C. E., Batavia :—

Explaining the circumstances under which he claims an indemnity from the Madras Government for certain loss sustained by him. } (Here enter 23rd November 1867.)

No. 87. ORDER THEREON, 3rd April 1868, No. 886.

Miscellaneous.

Ordered that the foregoing Memorial be despatched to the Home Government.

(True Extract.)

(Signed) F. BRANDT,
Under Secretary to Government.

Exd. S. T. Augustin.

Mr. Montclar was in
an

Exposé explicatif en réponse aux procédings
of the Madras Government Revenue
Department) September 23rd 1867 N° 369

To the Under-Secretary of State
for India
at the India Office
London S.W.

(par l'entremise du Gouvernement de Madras)

Monsieur le Sous-Secretaire d'Etat,

Il est incontestable que le Gouvernement de
Madras vendait l'eau à quelle Quantité qu'un
fut en état pour le Tarif de l'année
Dernier "Godaveri". Quiconque voulait en faire usage
devait à payer — Mr Montelar a payé pour
Son usage — Il y a donc ici un
"Vendeur" et un "Acheteur".
Mr Montelar était dans une position exceptionnelle
qui ne peut être comparée et assimilée à celle des
Cultivateurs Indiens en effet:
1° Le Cultivateur Indien ne fait usage d'irrigation
que pour la Culture du Riz, de laquelle Culture
dépendent des mares communes à tout le village
Montelar pour la Culture de ses Cannes à Sucre
n'avait besoin que de la Quantité d'eau qu'em-
ployaient les Cultivateurs Indiens.
Malgré cette énorme différence de quantité dans
l'emploi de l'eau Mr Montelar avait à payer le
prix énorme de 6 Roupies par Acre par année pour
l'irrigation. Malgré le payement de ce prix
Mr Montelar n'a pu avoir en temps voulu
son eau d'irrigation nécessaire à ses Cultures.
Ses Cultures se trouvant sans eau se sont Desséchées
et ont éprouvé une perte considérable. Ces Dommages
provinrent de la non irrigation d'une part
Actuellement cette irrigation était elle gratis
ou était elle payée ?!.. Si elle était gratis alors
Mr Montelar n'a aucun droit ni de légalité ni
en légalité à une compensation; mais de
moment que l'irrigation était payée l'Acheteur
a un Droit de réclamation contre le "Vendeur".
2° Là n'est pas la seule question d'une part
Mr Montelar il y en a une autre qui
est exceptionnelle, c'est celle de la force-
motrice

to secure the use of it.
Here then there were a
Vender & a Purchaser.
Mr. Montelar was in
an

motrice hydraulique pour laquelle Mr. Montelar avait aussi à payer séparément.

Sur les 300,000 Cultivateurs qui occupaient le Delta du Godavery Mr. Montelar était le seul qui comptait sur l'eau pour faire mouvoir son usine. En voici la preuve : - "As Mr. Montelar is "stated to be the first person who has erected a "water wheel of 30 horse-power in the Delta of "the Godavery the Right Honorable the Governor "in Council is pleased with a view to encourage "enterprise of this character to accede to the "recommendation of the local authorities support= "=ted by the Officiating Chief-Engineer and the "Board of Revenue that Mr. Montelar be permit= "=ted to pay for the next 10 years only half the "full rate for the water used on Fifteen 7½ per "Horse-power per annum being the rate conceded "in extract from the minutes of Consultation of "the 18 June 1856 N° 999 to the Rajahmundry "Cotton Spinning Company" a true extract

(signed) J. Pycroft
Chief Secretary

En Novembre 1857 quand l'irrigation de "Mercure" vint à manquer par la négligence du Chef-Eclusier (qui fut chassé de son emploi) la récolte des 75 acres de Mr. Montelar était sur le point de maturité totale. - La récolte fut manquée pour le besoin essentiel de l'irrigation ; mais par bonheur le besoin essentiel de l'eau pour la force-motrice !.. Si en ce moment j'avais pu avoir cette "force motrice hydraulique", peu de chose auraient été perdues.

Par le manque de "force motrice hydraulique" la récolte manufacturée fut perdue en restant sur pieds !... et la récolte en restant sur pieds les "rejetons" furent perdu pour 1858 59 et 1860 !!... vu que la culture des 75 acres avait été préparée pour pouvoir retirer une coupe et trois recoupes.

3° Si ma "factory-hydraulique" avait été par exemple soit pour l'usage de "Cotton-Spinning" ou de "Rice Mill" (etc) alors le manque de l'eau pour la factory eût été un retard, une perte de temps ; mais non une perte totale !... Le "Coton" ou le "riz" en magasin sont des marchandises qui ne se détériorent pas en attendant 2 3 ou 4 mois ; mais une Culture sucrière n'est pas ainsi ; car elle exige d'être recoltée vivement en temps voulu, ou si non elle est perdue !...

Je donne ces explications essentielles Monsieur le Sous-Secretaire d'Etat, afin de pouvoir mettre les hommes d'Etat qui examinent ma cause aux particularités qui n'entrent pas dans leur spécialité

Comme Industriel je puis prouver que ma position exceptionnelle ne peut être ni classé ni comparé dans aucun cas de généralité avec celle des Cultivateurs-Indiens !...

J'étais le seul dans le Delta qui avait une factory-hydraulique et j'étais encouragé par le Gouvernement !!.....

Cette factory ne coûta beaucoup en Capital de temps et d'argent. - Elle resta dans le néant, par le manque d'Eau.

L'eau d'irrigation n'était pas donnée gratis.

L'eau pour la force-motrice n'était pas non plus donnée gratis - Les deux choses avaient a payer.

J'étais "l'Acheteur" et le gouvernement de Madras était le "Vendeur" qui n'a pas livré la Marchandise.

En équité le "Vendeur" doit indemniser l'"Acheteur" de toutes les pertes à lui survenues et surtout quand le "Vendeur" a encouragé l'Acheteur à prendre la Marchandise.

Actuellement, examinons la légalité :

A. Le Vendeur consent d'accorder à l'Acheteur son encouragé un prêt et non une compensation.

B. L'acheteur forcé d'accepter cette condition de prêt au lieu de Compensation, y consent de suite pour sauver son entreprise de la Ruine !

C. Le Vendeur avant de donner le prêt, exige que l'acheteur renonce par écrit à la compensation. L'acheteur y renonce et signe cette renonciation de suite pour avoir le prêt urgent.

D. Une fois que le Vendeur est en possession de cette renoncia= =tion, il demande à l'acheteur une garantie pour la valeur du prêt. L'acheteur presque ruiné offre pour garantie une police d'assurance sur sa vie.

E. La police d'assurance sur sa vie pour R= 30,000. montant du prêt est acceptée et l'acheteur la remet à l'Agent du Vendeur (au Collecteur de Rajahmundry)

F. après cette remise de la police d'assurance l'acheteur ne reçoit pas encore le prêt. Le Vendeur garde en sa possession la police d'assurance pendant plus de 4 mois, et après ce temps la police d'assurance est retour= =née à l'Acheteur, et il est informé que la transac= =tion est finie !!

Actuellement je demande à tout homme juste et sincère de juger : Si en équité comme en légalité la conduite singulière du Vendeur vis-à-vis l'acheteur n'est pas Condamnable ?..

Comment dans le P. Order dated 14 October 1858 le Vendeur fait sa condition définitive à l'Acheteur

Le 20 Decembre 1858 la sécurité offerte par l'acheteur au Vendeur est acceptée, tout est conclu ;

puis

to secure the use of it.

Here then there were a Vender & a Purchaser.

Mr. Montelar was in

an

puis, c'est le 25 Juillet 1859 (N° 991 Revenue Department) que le "Vendeur" informe "l'Acheteur" que la "bandaccation n'est regardé as ended" !!...

Comment !.. est-il nécessaire pour compléter la ruine d'un homme de prendre tant de temps, car "time is money" et surtout en question de Culture sucrière. La Civilisation a interdit la torture. - Quand un homme doit être, on lui enlève la vie d'un coup, et on ne le fait pas souffrir, tout en lui donnant encore de l'Espérance !... que dis-je, c'était plus que de l'Espérance que donnait le Gouvernement de Madras à M^r Montclar, c'était de l'Assurance !... tout était conclu.

Il n'est pas nécessaire de détailler encore ici la ruine naturelle de l'Acheteur Montclar ruine opérée par les Variations du Gouvernement de Madras - Cette ruine naturelle est trop évidente pour être contestée.

Du moment que cette ruine de l'Acheteur" provient du fait du "Vendeur" le "Vendeur" est tenu de payer toute l'étendue de la ruine qu'il a occasionnée à l'Acheteur".

Dans la confiance d'obtenir justice pleine et entière, j'ai l'honneur de me dire, Monsieur le Sous-Secretaire d'Etat.

Votre très-humble Serviteur

A. Montclar M^r

Ingenieur Civil à Batavia

(Ile de Java)

4

Translation.

Explanatory Statement in reply to the Proceedings of the Madras Govt. (Revenue Dept.) 23^rd Septr. 1867 N^o 369.

Statement in triplicate } through the channel of the Govt. of Madras.

From Mr. A. Montclar, C. E., Civil Engineer, Batavia, Isle of Java, to the Under Secretary of State for India, India Office, London, S. W., (without date)

It is indisputable that the Govt. of Madras sold water to whoever wanted it.

No one was compelled to use the water of the Godavery "Anicut." Whoever wished to make use of it had to pay. Now Mr. Montclar paid to secure the use of it. Here then there were a Vender & a Purchaser.

Mr. Montclar was in an

an exceptional position, which cannot be compared & likened to that of the "Ryots" in fact:-

1st. The Ryot makes use of irrigation only for the cultivation of "Rice", & such a cultivation requires considerable quantities of water; whilst Mr. Montelar, for the cultivation of the Sugar Cane, had need of only about the tenth part of the quantity the ryots employed. - Despite this enormous differences of quantity in the consumption of water, Mr. Montelar had to pay the enormous price of six Rupees ₹ acre ₹annum for irrigation. Despite the paiment of this a high price, Mr. Montelar

Montelar was not able to get the water for the irrigation of his plantations at the time ~~of~~ wished for. His plantations, left without waters, perished, & proved a great loss. - This injury arose from the non-supply of water for irrigation by one of the parties. Really was this irrigation paid for, or was it gratis? If it was gratis! then Mr. Montelar had no claim to compensation either in equity or law; but from the moment that the irrigation was paid for, the "Purchaser" had a right of claim against the "Vendor".

2nd. Now this was not the sole cause of the ruin of Mr. Montelar; there was

was another, which is exceptional. It is that of the "Hydraulic Motive Force", for which Mr. Montclar had to pay separately. Among the 300,000 ryots who occupied the Delta of the Godavery, Mr. Montclar was the only one, who relied on the waters for carrying on the work of his factory.

Here is the proof:- "As Mr. Montclar is stated to be the first person who has erected a water-wheel of 30 horse power "in the Delta of the Godavery, the Right Honourable the Governor in "Council is pleased with "a view to encourage enterprise of this character, to accede to the "recommendation of the "local authorities supported by the Officiating

"Officiating Chief Engineer & the Board of "Revenue, that Mr. Montclar be permitted to pay "for the next ten years "only half the full rates "for the water used, or "Rupee 7½ ₹ Horse-power "annum, being the "rate conceded in Lt:- "from the Mins: Cons: ₹ "the 18th June 1856 No. 999 "to the Rajahmundry "Cotton Spinning Co:

"A true Extract
/Sg./ "T. Pycroft
"Chief Secretary."

In November 1857, when the irrigation of the Anicut failed through the negligence of the Head Lock-Keeper (who was turned out of his situation) the harvest of 75 acres of Mr. Montclar was on the point of

of attaining full ma-
turity. The harvest was
a failure not only from
the want of the necessary
irrigation, but also
from the want of the
water required as the
motive power! If at
that juncture, I had
been able to obtain that
hydraulic motive power,
little would have been
lost.

Through the failure
of the "hydraulic motive
power", the harvest ga-
thered was lost by
its being Kept unused;
& the harvest lost by
being Kept unused, the
"shoots" were lost for
1858, 59, & 1860!! — see-
ing that the cultiva-
tion of the 75 acres had
been prepared to be
able to obtain one
reaping

reaping & three after-
cuttings.

3°. If my "hydraulic-
factory" had been, for
instance, for use in Cot-
ton Spinning" or as a
"Rice Mill", (&c.), then
the non-supply of wa-
ter to the factory would
have been a delay, a
loss of time, but not
a total loss. Cotton
or Rice in a store-house
are commodities which
do not deteriorate in
Keeping for 2, 3, or 4
months; but "Sugar
Cultivation" is not so,
for it requires to be
harvested sharp at
the proper time, or,
otherwise, it is lost.

I give these essential
explications, Mr. Under
Secretary of State, in
order to initiate the
Govt. Officers, who will
judge

judge my case, into details which are not their speciality.

As an Industrial, I am able to prove that my position that my exceptional position can neither be classed nor compared in a general way with that of the ryots! I was the sole person in the Delta, who had an "hydraulic-factory," & I was encouraged by the Govt.!! This factory cost me a great deal in capital, both time & money. It came to naught from the want of water. The water for irrigation was not given gratis, nor was the water for the motive power given gratis. Both had to be paid for. I was the

the "purchaser" & the Govt. of Madras was the "Vender", who did not deliver the merchandise. In equity, the "Vender" ought to indemnify the "purchaser" for all losses that have befallen him, & especially when the "Vender" has encouraged the "Purchaser" to take the commodity.

Let us actually investigate the legal aspect of the matter:-

A. The "Vender" agrees to grant the Purchaser his encouragement, a loan & not a compensation.

B. The purchaser, obliged to accept the offer of a loan, instead of consent a compensation, as the next [preferable] thing, in order to save his concern from ruin!

C.

C. The "Vender" before giving the loan requires the "purchaser" to renounce his claim to compensation by writing. The purchaser renounces, & thereupon signs this renunciation to get the needful money.

D. Once the "Vender" is in possession of this renunciation, he demands of the "purchaser" security for the amount of the loan. The purchaser, nearly ruined, offers a policy of insurance on his life as security.

E. The policy of assurance on his life for Rs. 30,000, the amount of the loan, is accepted, & the purchaser sends it to the Agent of the "Vender" (to the Collector of Rajahmundry.)

F.

F. After transmitting the policy of assurances, the "Purchaser" still does not receive the loan. The "Vender" retains the policy of assurance in his possession for more than four months, & after that time, the policy of insurance is returned to the purchaser, & he is informed that the transaction is terminated!!

Really I ask every just & sincere man to judge, whether, in equity as in law, the singular conduct of the "Vender" towards the purchaser is not condemnable? What, in the Govt. Order dated 11th October 1858, the Seller makes his

his definite offer to the purchaser — On the 20th Decemr. 1858, the security offered by the "purchaser" to the "vender" is accepted — & every thing is concluded. Then, it is on the 25th July 1859 (Nº 991 - Revenue. Dept.) that the "Vender" informs the "purchaser" that the "transaction was regarded as ended." !!! What! is it necessary, in order to complete the ruin of a man, to take so long a time; for "time is money;" & above all in the case of sugar cultivation.

Civilization has interdicted torture. When a man must die, they deprive him of life at one stroke, but they do

do not, by still holding out "hope," make him suffer all his life! And I say that it was more than "hope" the Madras Govt. held out to Mr. Montelar. It was assurance! & All was ended.

It is not necessary to detail here again the material ruin of the purchaser Montelar, ruin brought about by the vacillations of the Madras Govt. The material ruin is too well known to be doubted.

From the moment that this ruin of the "purchaser" arose from the deed of the "Vender", the Vender is bound to make good

good the whole extent of the loss which he has occasioned to the "purchaser."

In the profound assurance of obtaining full & entire justice, I have the honor, &c.

True translation

S. W. Lyons.

French Translator

9-3-68.

R 740/68

Batavia (Ile de Java) 23 Novembre 1867

Lettre adressée en triplicate

Le

the Under Secretary of State
for India
at the India Office
London S.W.

(par l'entremise du Gouvernement de Madras)

Monsieur le Sous-Secretaire d'État,

J'ai l'honneur d'accuser reception de la Résolution du 23 Septembre 1867 N°. 2,221 qui m'est transmise par le Gouvernement de Madras, me faisant connaître que le "Hon^ble British Government" for India rejette mes droits à une indemnité et approuve une fois de plus la conduite inexplicable du gouvernement de Madras vis-à-vis de moi.

Je viens de nouveau exposer mon droit légitime d'après tous les hommes de loi, qui reconnaissent au contraire la légalité de ma cause.

Je réponds au paragraphe 2 de la Résolution du gouvernement de Madras du 23 Septembre 1867 N°. 2,221:

Quand l'État" prend part dans une entreprise de spéculation, pour motif de produire plus de revenus à "l'État" alors "l'État" devient un Spéculateur qui s'expose à des profits et pertes.

Le Gouvernement de la Compagnie des Indes, en créant l'Amicut du Godavery a eu en vue un revenu.

Nul n'était forcé de se servir de l'eau

an indemnity, & approved once more of the inexplicable conduct

l'eau de "l'Anicut". — Quiconque voulait son assurer les avantages avait à payer.
Il importe de bien noter : que dans cette transaction il y avait un "Vendeur" et un "Acheteur".
L'Acheteur Mr. Montclar a payé pour s'assurer de la jouissance et des avantages de l'irrigation et de la force motrice hydraulique ; mais le "Spéculateur-Vendeur" n'a pu livrer l'eau en temps nécessaire à l'Acheteur.
En droit comme en équité le "Vendeur" doit indemniser l'acheteur de toutes les pertes provenant de la "non livraison" d'une marchandise payée sur laquelle se base tout l'avenir de son opération et provenant après de la "non-exécution" d'arrangements conclus.
Pour motiver un refus de payement le "Vendeur" dit à "l'Acheteur" : Je suis l'Etat !!!..... "The State
" is not bound to make good to cultivators in basses
" which they may have sustained from failure of
" irrigation, consequent on injury to public works
" of irrigation" — Quand l'Etat vend
l'eau à une entreprise nouvelle en agriculture et en manufacture, l'Etat ne fait certes aucune faveur à la chose nouvelle.
Mais quand l'Etat après avoir vendu l'eau à l'Acheteur ne la lui livre pas alors que tout son avenir dépend spécialement de cette eau qui en est la base, alors l'Etat ruine l'Acheteur !.. et cette ruine doit être payée par le Spéculateur-Vendeur d'eau qu'il soit Paul Jacques ou le Gouvernement de la Compagnie des Indes.
C'est ici la base de mon droit en équité en légalité. Il n'est pas un homme de loi qui ne dira que c'est la Vérité !.. et quand un principe est aussi légitime que celui-ci je ne puis comprendre que le Gouvernement de S. M. Britannique au lieu de faire justice pleine et entière vienne dire ceci : "Ce qui est passé est passé !.. et laissons la Décision prise en 1860 subsister en 1867 !!..." "Her Majesty's
" Government would also be very reluctant to disturb
" any decision arrived at seven years before, and
" sanctioned by the Government at Home, unless
some

" some new circumstances were brought to notice which
" the Authorities at Home or abroad had not had the
" opportunity of considering" — S. M. Britannique
Comment le Gouvernement de S. M. Britannique n'a-t-il pas eu le temps de considérer : Vent et Vendeur-d'eau (le Gouvernement de Madras) a Comprend si bien que l'Acheteur (Mr Montclar) a un droit si bien acquis à une compensation que pour ne pas établir un précédent de compensation le Gouvernement accepte d'accorder un prêt au lieu de compensation à Mr Montclar.
Le paragraphe 19 du Mémorandum des Revenue-Depart-
-ment dit solennellement :- "Chez authorized the
" Collector to disburse the amount on Koja Mogtelar
" executing the necessary engagement in due form
" making the stipulated payments (claims to
" compensation required by Government)" Mr
Montclar n'a aucun droit à une compensation de Madras, exigé-
pourquoi donc le Gouvernement de Madras exige-t-il que Montclar renonce à ses prétentions pour un droit à une compensation ?...
A. après avoir signé la renonciation à réclamer la compensation, moyennant le versement du prêt convenu.
B. De plus, après avoir remis au Collecteur la police d'assurance convenue Montclar non seulement ne reçoit pas le prêt convenu, mais le Gouvernement de Madras le traîne en longueur et le conduit à une ruine totale. Dans une telle manière d'agir d'un Gouvernement vis-à-vis un particulier il y a une conduite qui révolte la pensée de tout homme honnête.
Si dès le principe le Gouvernement de Madras m'avait dit positivement non (en 1858) alors de suite (lors de la Cour de Justice) attendu que en 1858 j'étais en grande perte il est vrai, mais je n'étais pas encore ruiné. — Le Gouvernement de Madras a eu le tort de ne pas me dire non mais me dit oui moyennant cela j'ai exécutés et après un an et demi (en 1860) le Gouvernement de Madras a changé son "oui" en "non" par le fait d'intrigues locales dont le Solliciteur Boyd se fait l'appui — Ma ruine fut alors tellement consommée qu'il m'était impossible de recourir devant la Cour de Madras, où il y a des faits énormes

an indemnity, & ap-
proved once more of
this inexplicable con-
duct

à faire en stamps (etc) (etc) et dès lors je fus forcé au silence! ..... Je viens encore réclamer justice pleine et entière du Gouvernement de S. M. Britannique: attendu que tout "Vendeur" est tenu de livrer la Marchandise à "l'Acheteur" ou sinon de l'indemniser.

Attendu que toute promesse faite par le "Vendeur" à "l'Acheteur" doit être exécutée — Or il y a eu des conditions faites entre le "Vendeur" et l'"Acheteur" et le Vendeur ne les ayant pas remplies dès 1858 et ne voulant pas encore le remplir en 1867, il y a lieu à de sérieux dommages et intérêts que je prie le Gouvernement de S. M. Britannique de sérieusement considérer.

Si après cette dernière considération du Gouvernement ma demande en indemnité légitime, pleine et entière est définitivement repoussée, alors je serai forcé de porter mes réclamations devant le Parlement Anglais et si j'succombe là je m'adresserai alors à la Cour de Justice et je suis assuré d'obtenir une condamnation contre le Vendeur, car il y a un principe révoltant dans sa conduite depuis le commencement jusqu'à la fin.

La conduite du "Vendeur" vis-à-vis "l'Acheteur" se résume à ceci:

1° Le "Vendeur" ne livre pas la Marchandise pour laquelle l'acheteur a payée, et sur laquelle il compte essentiellement (ou oui ou non?)

2° Le "Vendeur" fait alors un arrangement avec l'Acheteur en 185 1859, afin d'amoindrir les pertes survenues à l'"Acheteur" (ou ne non?) Ici encore le Vendeur ne s'exécute pas vis-à-vis "l'Acheteur"!!!

3° L'Acheteur réclame encore en Mars 1866 — et c'est en Novembre 186 que lui parvient la résolution N° 2.221 du Gouvernement de Madras lui faisant connaître que le "Vendeur" n'a pas plus de justice et d'équité en 1867, qu'il en a eues en 1858, 59 et 1860. Quant à moi je tiens toujours le Gouvernement de Madras responsable de toutes les pertes directes et indirectes à moi survenues et pouvant encore survenir par la non exécution et la violation de ses promesses conditionnelles.

Espérant dans l'assurance d'obtenir justice entière je Vous prie Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat, de me faire l'honneur de me dire

Votre très-humble serviteur

A. Montclar

Ingénieur-Civil à Batavia

14

Translation.

From Mr. A. Montclar, C. E., Civil Engineer at Batavia, Isle of Java, to the Under Secretary of State for India, at the India Office, S. W., dated Batavia, 23" November 1867.

Letter addressed in triplicate — through the channel of the Govt. of Madras.

I have the honor to acknowledge the receipt of the Resolution of the 23" September 1867 N° 2,221, which was transmitted to me by the Govt. of Madras, informing me that the "Home British Govt." for India, rejected my claims to an indemnity, & disapproved once more of the inexplicable conduct

conduct of the Govt. of Madras towards me.

I proceed to explain anew my lawful rights, after having had the opinion of men of the law, who, on the contrary recognize the lawfulness of my cause.

In reply to paragraph 2 of the Resolution of the Govt. of Madras of the 23rd Septemr. 1867 — No. 2,221:-

When the "State" launches out in a speculative undertaking, with the view of increasing the "State" revenues, then the "State" becomes a Speculator, who is exposed to the risks of profit & loss.

The Govt. of the East India Co., in constructing the Godavery "Anicut" has had a revenue in view.

No one was compelled to use the waters of the "Anicut". Whoever wish to enjoy the benefits of it, had to pay. It is of moment to observe then, that, in this transaction, there existed a "Vender" & a "Purchaser".

The purchaser Mr. Montelar has paid for securing to himself both the enjoyment & some advantages of irrigation & the hydraulic motive power, but the "Speculator-Vender" has not been able to deliver the water

waters to the purchaser at the essential time.

In law as in equity, the "Vender" ~~must~~ to indemnify the purchaser for all losses arising arising from the "non-delivery" of a commodity paid for, on which the latter bases every subsequent operation of his, & arising after the "non-execution" of terms that had been agreed upon.

To justify the refusal of compensation, the "Vender" says to the "Purchaser": I am the State!!! — "The State is not bound to make good to cultivators" * in losses which they may

* Sic.

have sustained from failure of irrigation, consequent on injury to public works of irrigation."

— When the "State" sells water to a new undertaking in agriculture & in manufacture, the state certainly shows no favor to the new thing.

But when the State, after having sold water to the Purchaser, does not deliver it to him (at the time when all his future depends essentially on this water, which is at the foundation of all) then the State ruins the purchaser!

& this punination ought to be paid for by the speculating Vender of water, whether it be Paul, Jacques, or the Ex-Govt. of the East India Co.

Here then is the basis of my claim in equity & in law. There is no lawyer who will say this is not the Truth! & when a principle is as legitimate as this, I am unable to understand how the Govt. of Her Britannic Majesty, instead of doing full & entire justice, can say this:- What is passed, is passed! & we shall leave the decision given in 1860 to stand in

in 1869!!! "Her Majesty's Govt. would also be very reluctant to disturb any decision arrived at seven years before, & sanctioned by the Govt. at Home, unless some new circumstances were brought to notice which the authorities at Home or abroad had not had the opportunity of considering."

What, the Govt. of Her Britannic Majesty has not had time to consider what the Vender of water (the Govt. of Madras) felt & understood so well, that the purchaser (Mr Moutelar) has

a

as well acquired right to compensation, & that, in order not to establish a precedent, the Govt. agreed to grant a loan instead of a compensation to Montelar.

The 19th paragraph of the Memorandum of the Revenue Dept. says clearly:- "They authorized the Collector to disburse the amount on Monsieur Montelar executing the necessary engagement in due form making the relinquishment of his claims to compensation required by Govt."

If in equity and in

in law, the purchaser of water Mr. Montelar had no right to compensation, why then did the Govt. of Madras require that Montelar should renounce his pretensions to a right to compensation?

A. After having signed the renunciation of his claim to compensation, in consideration of the payment of the loan agreed upon,

B. Moreover, after having forwarded to the Collector the policy of assurance agreed upon, Montelar not only did not receive the loan agreed

agreed upon, but the Govt. of Madras put him off for a long time under pretence of one difficulty & another & thus brought total ruin on him. The Govt. of Madras in acting thus towards a private individual, has behaved in a way which excites indignation in the mind of every honest man.

& then the principal, the Govt. of Madras had told me positively No (in 1858), then & a would have been in a Court of Justice; since in 1858 & had sustained a great loss, it is true, but & was not then ruined. The Govt. of Madras, instead

Govt., my rightful claim for compensation, full & complete, is definitely rejected, then & shall place my claims before the British Parliament, & if & fail there, & shall after that address myself to a Court of Justice, & & am confident & shall obtain a judgment against the seller; for the principal has been guilty in his conduct from beginning to end.

The conduct of the "Vender" towards the purchaser may be thus stated:-

1st. The "Vender" did not deliver the merchandise, for which the purchaser had paid, & on which he essentially reckoned

reckoned — yes or no?

2°. The "Vender" then made an arrangement with the purchaser in 1858-59, in order to diminish the losses that had befallen the "Purchaser" — yes or no? Here again the Vender did not perform his contract with the "Purchaser"!!!

3°. The Purchaser renews his demand in March 1866, & it is in November 1867 that the Resolution N°. 2,221 of the Govt. of Madras reaches him, informing him that the "~~Purchaser~~" Vender" has as little justice & equity in 1867, as he had in 1858, 59, & 1860. As regards myself

instead of saying No, told me Yes, on account of some things that I had executed, & after a year & a half (in 1860) the Govt. of Madras absolutely changed its "Yes" into "No", owing to some local intrigues, of which the Solicitor Boyoo was the main-prop. My ruin was by that time so complete, that it was impossible for me to resort to the Court at Madras, where the expenses in summons for stamps, &c., &c., & I was then thus obliged to be silent! I come now to ask for full and complete justice of Her Britannic Majesty, inasmuch as every "Vender"

"Vender" is bound to deliver the merchandise to the "Purchaser" or, if not, to indemnify him, since & every promise made by the "Vender" to the "Purchaser" must be executed. But here there have been some terms arranged between the "Vender" & the "Purchaser;" & the Vender had not since 1858 fulfilled them, & is not disposed even in 1867 to fulfil them. & There is ground for heavy damages and interest, which I beg the Govt. of Her Britannic Majesty will seriously consider.

If after this final consideration of the Govt. of Madras responsible of all the losses direct & indirect that has befallen me, & may yet happen thro' the non-execution & violation of its conditional promises.

Still in the hope of obtaining full justice, I have the honor to subscribe myself, &c. &c.

True translation
J. W. Lyons.
French Translat
6-3-68.

Revenue 1868. Dep.t.
Pro: of Government for April

No. 740

From

Mr. A. Montelar
C. C.---
Batavia

Dated 23d. Novem.r 1867.
Received 6th. March 1868.

Explaining the circumstances under which he claims an indemnity from the Madras Govt. for certain loss sustained by him.

A 8878

Pro 19 October/58 hs 19 & 20
" 25 January/59 " 43 & 44
" 29 July/59 " 14 & 17
" 23 Sept/67 " 369 & 370
" 24 June/68 " 11 & 12 P.P.
" 13 July/58 " 9 & 10 abo

Reported to England
per 3d April 1817 of 1868 Mis

Ordered to be despatched
Mauritius
Java
"

A 8878

c.21 March 68 R.Appl